

*Initiatives ministérielles*

présentes dans la société. Il existe de graves problèmes dans la société canadienne: les émeutes raciales à Halifax, la fusillade de jeunes noirs, la violence subie par les femmes dans toutes les localités de notre pays du Nord au Sud, de Victoria, en Colombie-Britannique, à St. John's, à Terre-Neuve. Les femmes sont agressées chez elles et dans la rue, simplement parce qu'elles sont des femmes.

Les députés reflètent souvent les attitudes du milieu dans lequel ils ont grandi, qui sont courantes dans la société, mais la différence est que les députés ici à la Chambre contrôlent la vie de 26 millions de Canadiens et plus de la moitié d'entre eux sont des femmes. Il s'agit de personnes appartenant à tous les groupes raciaux, ethniques et confessionnels.

Le député qui a lancé une remarque raciste est le secrétaire parlementaire de l'emploi et de l'immigration. Il doit prendre des décisions concernant la politique de l'immigration, l'équité en matière d'emploi et les programmes de formation professionnelle. En fait, la Chambre va bientôt revoir la Loi sur l'équité en matière d'emploi. Je dirais maintenant qu'on n'a pas du tout besoin qu'il intervienne dans ce débat.

Le député qui a traité ici une de ses collègues de «traînée» est le secrétaire parlementaire du Conseil du Trésor qui s'occupe maintenant des négociations avec la fonction publique. Or, l'une des grandes questions abordées, en fait la plus importante, est celle de l'équité salariale pour les femmes. Je dirais que sa participation n'est pas celle qui convient à ce débat.

Il y a beaucoup de chahut, beaucoup d'insultes. J'ai entendu les autres députés en discuter ici et je suis d'accord avec de nombreux députés qui ont dit qu'il fallait s'y attendre dans une démocratie parlementaire. Après tout, nous arrivons tous ici avec des opinions farouches sur des questions fondamentales de notre société. Nous avons des positions politiques différentes. Oui, nous sommes sectaires. Je n'en ai pas honte. Je suis fière des opinions que je représente ici et nos débats à la Chambre des communes évitent les combats dans la rue, si vous voulez. C'est l'endroit approprié pour tenir ce genre de débat. Certains ont des idées et des points de vue très différents.

Bon nombre, comme moi, ont à coeur la question de l'égalité. D'autres ont une opinion différente. Durant mes trois ans à la Chambre, je ne me suis plainte qu'une seule fois d'une insulte qu'on m'avait lancée. Il s'agissait d'une remarque sexiste proférée à mon endroit.

• (1330)

Voilà où je veux en venir. Ce que le whip du gouvernement ne semble pas comprendre ou refuse d'admettre, c'est que, lorsqu'une insulte carrément sexiste est faite à la Chambre, ce n'est pas seulement moi qui suis blessée et insultée en ma qualité de députée.

C'est toute une classe de la société. Ce sont toutes les femmes canadiennes. Après tout, nous ne sommes pas une minorité. Permettez-moi de rappeler que les femmes sont majoritaires au Canada. Nous ne formons pas une minorité, et lorsque des remarques sexistes sont prononcées à mon endroit, elles éveillent en moi une sorte de dégoût, à cause de cette vieille mentalité voulant que les femmes n'aient pas leur place ici ni dans certains secteurs de la société; c'est l'ensemble des femmes canadiennes qui sont alors visées.

Voilà toute la différence et ce que les députés ministériels ne semblent pas comprendre. Lorsque mon chef, la députée du Yukon, a saisi le premier ministre du problème, il a parlé des insultes dont il avait lui-même fait l'objet. Il est vrai qu'on a parfois dit des choses blessantes au sujet du premier ministre, mais on n'a jamais tenu de propos racistes ni sexistes à son endroit.

Le premier ministre a parlé de l'incident du poisson, mais il doit comprendre que cela ne l'a pas diminué personnellement, contrairement aux propos racistes et sexistes que l'on entend ici, et partout au Canada, du reste.

À titre de députée, pourquoi devrais-je tolérer des remarques sexistes en plus du chahut et des insultes dont nous sommes témoins à la Chambre? Je n'y vois aucune raison. À titre de femme, pourquoi devrais-je croire que le parti ministériel et ses députés ont vraiment à coeur l'égalité des femmes, alors qu'ils refusent de punir les députés qui ont dénigré l'ensemble des femmes ou de prendre à leur endroit des mesures disciplinaires?

Les propos sexistes et racistes ne nous renseignent pas sur l'opinion qu'un député se fait d'un de ses collègues. Elles vous disent ce qu'un député pense d'un groupe de l'autre sexe ou d'une autre nationalité. Le gouvernement a refusé de reconnaître cette réalité. À vrai dire, il refuse de la voir ou peut-être ne la saisit-il pas. Soyons charitable, peut-être qu'il est incapable de la saisir.

La motion à l'étude demande tout simplement au Président de faire respecter deux articles du Règlement, soit l'article 16(2) qui pose que: